

Réponse catégorique d'Erdogan à Debré sur la reconnaissance d'un génocide arménien »

samedi 5 février 2005

Info Turc avec Sansursuz.com 04/02/2005

<http://www.info-turc.org/article1008.html>

Le Premier Ministre Recep Tayip Erdogan, pendant sa rencontre avec le président de l'Assemblée Nationale française Jean-Louis Debré, a répondu que « les allégations de génocide des arméniens doivent être laissées aux historiens afin qu'ils fassent la lumière sur ce point d'histoire controversé. Si à ce sujet les historiens arméniens ont des requêtes, les historiens turcs en ont tout autant ».

La rencontre entre le Premier Ministre et Debré a duré environ une heure.

Durant la rencontre, le Premier Ministre Erdogan a noté que l'accent avait été mis sur les valeurs communes à la France et la Turquie comme la démocratie, la liberté, les droits de l'homme et la justice.

Selon les informations qui nous sont parvenues, le Premier Ministre a insisté sur le fait que les réformes faites dans le cadre de la candidature de la Turquie à l'UE devaient être appliquées avec efficacité.

Erdogan a également noté que la candidature de la Turquie allait renforcer les liens entre les deux pays.

En réponse aux allusions de Debré aux allégations de l'Etat Arménien concernant ce qu'il appelle « génocide », Erdogan a rappelé que cette question devait d'abord être traitée à l'unanimité par les historiens spécialistes de la question. « Si les historiens arméniens ont des requêtes, les historiens turcs en ont tout autant », a-t-il déclaré.

Erdogan a rappelé que les archives Ottomane étaient disponibles à la consultation pour les chercheurs et que de nombreuses autres documents d'archives allaient être rendus disponibles. « Ces documents montreront ce qui est vrai et ce qui est faux », a-t-il affirmé.

Erdogan a également insisté sur le fait qu'en Turquie il n'y avait aucun problème vis à vis des citoyens d'origine arménienne et que les archives turques étaient ouvertes, tandis que les archives arméniennes étaient toujours sous scellé et que le gouvernement arménien refusait de les ouvrir.